

Identité et valeurs : quel combat ?

Présentation du livre de Philippe Herzog

Jeudi 24 septembre, AXA, Paris

Dans le dernier numéro de la revue Esprit consacré à « Habermas : le dernier philosophe » il déclare « *La référence toujours plus véhémente des hommes politiques aux valeurs communes sonne de plus en plus creux* ». Je pense exactement la même chose ; j'ai éprouvé le besoin d'écrire ce petit essai parce que je suis depuis longtemps convaincu que nos sociétés ont besoin de renouveler leurs valeurs pour se retrouver. La façon *fast food* dont les politiques instrumentalisent ce besoin est affligeante. J'ai vivement réagi quand, dans l'après Charlie, le gouvernement a décidé d'enseigner les valeurs de la République à l'école. Au cœur de ces valeurs, il y a l'égalité, or nous sommes dans un pays qui fabrique des exclusions massives. Il y a donc divorce entre les paroles et les réalités. Autre exemple : la crise grecque. Nous prêchons la solidarité mais chaque pays voit d'abord son intérêt, nous les premiers. Face à l'afflux des réfugiés, qui a été solidaire ? L'Allemagne de Mme Merkel mais pas nous, qui avons pourtant très tendance à donner des leçons aux autres.

Cela étant, nous sommes dans un contexte où les gens ont besoin d'identifier leur unité, et pour cela ils doivent se transcender : il faut y travailler sérieusement. La difficulté à trouver ensemble des solutions face à des problèmes majeurs, à faire unité autour des solutions, traduit une crise des valeurs. C'est la thèse de mon livre. Comme les réponses ne satisfont pas, les gens cherchent des valeurs-refuge, des valeurs nationales, ils campent dans la souveraineté nationale. Ainsi on enferme les jeunes dans les valeurs de la République alors que les mutations du monde obligent à faire l'épreuve de l'altérité, et que chacun peut voir que dans le cadre de notre Etat-nation, l'exclusion et le chômage massif traduisent une impuissance collective.

Mon livre est une contribution à un débat public qui doit se développer. Je ne suis pas le seul à écrire et à penser le sujet. Face à l'immensité des défis et aux violences des situations, la question de la capacité des Européens et de chacun de nous à assumer ces défis est un problème fondamental. La transcendance est nécessaire en ce sens que nous devons dépasser nos limites, mais chacun ressent l'impuissance parce que l'on ne parvient pas à valoriser des potentiels réels. La difficulté de l'unité tient aussi aux profondes différences des générations. Les générations vieillissantes demandent à l'Etat une protection et ont peur, tandis que les jeunes qui auront à promouvoir les changements et à se transcender ne sont pas formés ni en capacité d'agir. Un de mes soucis majeurs est l'école. La façon dont le gouvernement et les corporatismes imposent les programmes scolaires est insupportable. Le devoir de transmission m'inspire mais je pense qu'il exige un examen critique de

nos fondamentaux. Quel est le contenu des enseignements d'histoire, de philo, de mathématiques et leur rapport à notre réalité vécue ? Toute la philosophie de Platon était axée sur le soin de l'âme (selon ses propres mots). Cela signifie faire l'effort d'acquérir une vision du monde, de l'homme dans le cosmos, de l'organisation de la Cité ; et l'homme juste doit faire l'effort d'auto-éthique et d'intégrité. Cet effort doit être repensé lorsque le monde a changé radicalement et soulève de nouveaux défis, dont celui de la connaissance d'autrui, de la relation à autrui, qui est crucial. Est-ce cela qu'on apprend ?

Mon livre revient sur les grandes références : le christianisme, les Lumières, Marx, qui ont été de grands moments de créativité où les valeurs ont été transformées.

Pendant des siècles, on a travaillé en Europe sur la conception des valeurs universelles : l'unité, c'est-à-dire l'homme dans le cosmos, l'homme dans le tout, la liberté humaine ; le Bien, le bien commun ; l'obsession de la vérité. Ces valeurs avaient une dimension universelle, mais elles ont pu être en même temps ambiguës et exclusives : on a prétendu posséder la vérité et l'exporter dans le monde entier. Le travail sur les valeurs universelles doit être repris aujourd'hui, en co-construction partagée entre toutes les parties du monde.

Le deuxième moment de renouvellement des valeurs est celui des Lumières. Ce sont des valeurs qui engendrent la citoyenneté et élaborent le rapport entre la société civile et l'Etat. Etant enfermées dans la culture de l'Etat-nation, elles non plus n'ont pas été sans biais qui obèrent leur portée universelle, et elles ont été dévoyées dans le grande vague de l'individualisme déconstructeur. La crise morale est patente. Dans le contexte de cette révolution qu'est la mondialisation, une renaissance culturelle est nécessaire, un défi moral et politique qui exige un décentrement : mes valeurs ne coïncident pas avec celles d'autrui. Aucun projet collectif n'est possible si l'individu demande d'abord aux institutions de satisfaire ses désirs. Lorsqu'on entend des dirigeants politiques parler « des valeurs de l'Europe », le problème est qu'en son sein les valeurs ne font plus société et que dans le monde elles n'ont pas un monopole. On se divise en Europe, et sur la solidarité et sur la légitimité du cadre démocratique. Le vrai défi c'est le partage des valeurs, et c'est une épreuve extrêmement difficile.

A ce moment du livre, j'ai eu besoin de me référer au cinéma, auquel je consacre tout un chapitre pour montrer ce qu'il a dit de notre Europe. Je rappelle un moment critique quand Jean Renoir, dans *La règle du jeu* (1939), fait dire à un de ses personnages : « *chacun a ses raisons* ». La société de 1939 était décomposée, la nôtre aussi.

L'Europe est un laboratoire : partager des valeurs avec les Polonais, les Grecs ou les Roumains devrait nous inspirer. Il faut investir cet espace d'échanges et de relations politiques, mais on ne l'investit

pas. Par exemple, il n'y a pas un cinéma européen mais seulement des cinémas nationaux. Je ne vois pas où sont les œuvres qui rendent compte de la construction de la Communauté européenne, comme une expérience humaine essentielle pour nous. Il y a un problème de manque d'imaginaire, d'éthique, de travail de l'esprit qui s'explique par notre enfermement dans des Etats-nations, tous rivaux dans la compétition sur les marchés intra-européens et mondiaux. Chacun défend la protection sociale de sa population et ses firmes sur son territoire et jusque dans leur rivalité dans la compétition internationale. Les Etats ne donnent pas l'exemple du partage de projets collectifs au niveau européen, malgré les apparences qu'ils peuvent se donner, en particulier en France. Nous n'arrivons pas à nous unir sur des choix collectifs, nous sommes unis non pas autour de valeurs communes, mais d'un droit commun et d'institutions communes, qui malgré leurs efforts ne parviennent pas à unir des gens autour de finalités, de projets et de biens communs.

L'Europe se heurte à ces manques, notamment parce que les dirigeants des Etats font barrage parce qu'ils ont leur mandats intérieurs, leurs systèmes de carrière et les devoirs de protection spécifique de leurs électeurs. Et il manque un projet culturel européen. Les gens s'identifient aux légendes de leur histoire nationale, et ils sont enfermés dans un bouillon de culture de l'urgence au présent. La culture est une sorte de miroir, un englobant qui biaise le rapport entre les gens et les réalités. Il est structuré par des récits, par des légendes, par la phrase publique, et engendre un formidable mimétisme. Nos institutions matricent nos identités, elles nous enferment en même temps qu'elles sont des providences, et nous sommes profondément dépendants de cet Etat social-providence que nos anciens ont bâti et que nous cultivons. Mais il nous sépare des autres ; il est absolument évident que la protection sociale des Français peut être un obstacle pour autrui, l'étranger, quand il veut mettre en œuvre sa liberté de circulation.

Un projet culturel européen ne se décrète pas. Il ne peut venir que des individus, des sociétés, et il se co-construit avec les autres. Ce qui pose la question de la capacité des sujets humains individuels, des acteurs sociaux et politiques, souvent dépassés face aux chocs de la mondialisation. Les réseaux que nous devons tisser avec autrui devraient répondre à un impératif, celui de faire société en Europe, une société ouverte au monde et porteuse de la volonté de créer un bien commun. C'est une affaire de foi autant que de raison. Edgard Morin, souvent cité dans mon ouvrage, n'est pas un religieux, mais il constate que la raison est en échec, et il se demande : qui guidera la raison ? Les questions de foi, de transcendance, de spiritualité sont incontournables.

Il y a des conditions basiques à réunir : pouvoir rencontrer autrui, faire l'épreuve de la différence, partager . Education, échange, ouverture au monde, information, sont autant de sujets qui appellent des réformes profondes. Voyez ce scandale de l'information, ce buzz quotidien qu'on nous inflige : la

pub, les cours de bourse, et l'élection présidentielle de 2017 ! Devenir européen c'est pouvoir rencontrer d'autres européens, dans les médias, à l'école, sur le marché du travail, dans les institutions paneuropéennes.

Ce sont les conditions basiques pour la création d'une européanité ; c'est ainsi que nous pourrons commencer à « *renouveler les figures de l'espérance* », comme mon mentor Claude Gruson nous y appelait il y a 50 ans. Et il faut nous unir autour de projets fédérateurs. Un projet se co-construit dans la société, ce n'est pas un programme que des professionnels de la politique confient à des experts. Il nous faut bâtir ensemble le contrat social d'avenir, or nous avons tous peur de perdre nos protections sociales d'hier. La peur est un des obstacles majeurs à la construction de biens communs européens. J'appelle tout particulièrement à bâtir une Communauté de l'éducation, du travail et de l'entreprise et à relever le défi fondamental des investissements à long terme pour une croissance durable et solidaire dont dépend la vie de milliards d'hommes et des nouvelles générations.

On tente de s'unir autour de l'impératif écologique pour transformer le rapport homme-nature, c'est bien mais la question du rapport entre les hommes n'est pas traitée. Le Pape rappelle que le problème écologique ne peut être résolu que si en même temps des milliards de gens peuvent accéder à l'emploi et sortir de la pauvreté. 95% de la population mondiale n'est pas protégée face aux impacts du changement climatique. J'insiste sur la réappropriation des enjeux économiques par nos sociétés : la diabolisation de la finance et de l'économie témoigne d'un véritable analphabétisme, qui est source de peur et renvoie à l'impuissance. Comprendre l'économie et la finance permettrait au contraire de transformer le capitalisme, revenir sur la séparation de l'économie et du social, valoriser des projets qui ne peuvent l'être parce que c'est la seule valeur financière patrimoniale qui s'impose.

Un dernier mot sur la conscience du temps. On vit dans l'urgence, alors qu'on doit disposer de temps pour promouvoir des projets. Temps et espace sont liés : nous sommes dans la mondialisation, c'est une révolution à investir et le but est de bâtir notre humanité commune. Développer notre action dans ce contexte nécessite de comprendre que le temps des uns n'est pas le temps des autres. Il ne s'agit pas de prévisions face à l'incertitude mais de nous doter d'horizons de temps communs pour des projets partagés afin de réduire l'incertitude et d'affronter des défis communs. Une capacité nouvelle de prospective, de projet et d'action commune fait appel à une révolution de la culture du temps.

L'Europe n'est pas à l'arrêt, mais l'Europe est intravertie. Les obstacles et les défis culturels et identitaires sont profonds, il faut les révéler, et je donne quelques chemins dans ce livre. Tout cela

est aussi une question d'introspection, chacun en est responsable. Le problème c'est alors de fédérer et d'agréger nos efforts. Mon livre est une petite contribution.